



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE

ÉTHIOPIE, SOUFFLE D'ESPOIR POUR L'AFRIQUE

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Auditorium



Laëtitia Bader en visioconférence, Abdeta Beyene, Henok Teferra Shawl, René Lefort et Olivier Caslin

Une position stratégique

Si certains débats font consensus, cela n'a pas été le cas pour celui-ci qui a donné lieu à des analyses et des prises de positions contradictoires. Une question liminaire s'impose : pourquoi dédier une discussion à l'Éthiopie alors que l'Afrique compte 63 États ? D'abord pour son actualité. Abiy Ahmed, son Premier ministre, a reçu en 2019 le 100e Prix Nobel de la Paix,

MODÉRATEUR :

Olivier Caslin, Journaliste de Jeune Afrique

INTERVENANTS :

René Lefort, chercheur indépendant, spécialiste de la Corne de l'Afrique

Laëtitia Bader, directrice Corne de l'Afrique à Human Rights Watch

Abdeta Beyene, directeur exécutif du Centre for Dialogue, Research and Cooperation

Henok Teferra Shawl, ambassadeur d'Éthiopie en France

engendrant un formidable espoir. Ensuite par sa position stratégique dans la Corne de l'Afrique, péninsule à l'est du continent et dont l'Éthiopie est à la fois le cœur et la principale puissance politique et économique. Enfin, ce grand pays de 109 millions d'habitants constitue le berceau de l'humanité depuis la découverte de Lucie en 1974. Henok Teferra Shawl précise que l'Éthiopie est une vieille nation. L'ambassadeur d'Éthiopie en France indique ensuite que son pays, s'il souffre comme les autres de la Covid-19, devrait bénéficier en 2020 d'un taux de croissance économique estimé à 7,2 %. Il dit ensuite que, grâce aux réformes entreprises depuis deux ans, son pays a géré les difficultés macro-économiques qui persistaient et a avancé sur le grand projet du Barrage de la

Renaissance¹. « *Nous sommes un très vieil Etat qui est passé d'un système féodal sous la forme d'un empire à une monarchie absolue. Nous avons essayé le communisme puis un régime autoritaire pour finalement s'engager vers la démocratie dont nous faisons l'apprentissage* » a aussi commenté le représentant de l'Éthiopie en France, rappelant que ce régime suppose des institutions judiciaires, une société civile, des médias indépendants et des responsables qui agissent dans le cadre de la loi.

« L'Éthiopie assurera pour la première fois de son histoire sa sécurité alimentaire. Pour un Ethiopien comme moi, c'est une grande fierté »

Henok Teferra Shawl

Des critiques acérées

René Lefort porte une analyse différente sur la situation actuelle de l'Éthiopie. « *Monsieur l'ambassadeur nous dit que son pays pose des jalons pour la démocratie. Ce n'est pas l'évolution que j'observe depuis 18 mois en lisant la presse internationale qui critique le régime et s'inquiète d'une dérive autoritaire* ». Le chercheur indépendant évoque « *une justice chaotique* », une assemblée « *composée à 100 % de députés qui appartenaient à d'anciens partis quasi uniques qui ne délibèrent pas* » ainsi qu'une « *atomisation du pouvoir et de l'autorité qui rend la situation extrêmement difficile à surmonter* ». Ce à quoi Henok Teferra Shawl répond « *que l'Éthiopie ne recherche pas l'au-*

¹ Plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, sa construction est programmée pour 2022. Ce projet suscite des tensions avec les pays situés en aval, le Soudan et l'Égypte, qui craignent une diminution des débits d'eau et des apports de limon



toritarisme mais que l'autorité de l'Etat soit respectée dans un cadre démocratique. Pour cela, il faut séparer l'Etat du parti. C'est absolument faux d'affirmer que nous cherchons à perpétuer l'Etat-parti alors que nous essayons de faire tout le contraire ». Il pense enfin « *qu'il ne faut pas mélanger le passé avec le présent, reconnaissant beaucoup de passifs mais aussi des actifs sur l'ancienne gestion du pays* ». Abdet Beyene relativise ces critiques en soulignant que l'Éthiopie est en pleine transition, que le pays évolue et qu'il se réforme. Après avoir rappelé historiquement son contexte politique, le directeur exécutif du Centre for Dialogue, Research and Cooperation mentionne que les changements profonds font « *toujours des gagnants et des perdants, les gagnants cherchant à consolider leur pouvoir* ». Il reconnaît cependant des contradictions. « *Les institutions fédérales ont résolu des problèmes mais elles en ont aussi renforcé d'autres* ». Il souligne également des problématiques transfrontalières entre les Etats régionaux qui peuvent remettre en cause le processus entamé. « *Le régime précédent a tenté de créer des institutions basées sur la compréhension de nos contradictions.*

Le leadership actuel tente, à l'inverse, d'impliquer l'Éthiopie en harmonisant la société ». Enfin, il souligne le rôle géopolitique de l'Éthiopie. « Nous sommes des pacificateurs dans le conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, mais aussi en Somalie. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer car tous nos voisins sont de petits pays, comme Djibouti par exemple, qui comptent sur notre présence pour consolider la paix dans cette région ».

Le verre à moitié vide ou à moitié plein

Laëtitia Bader partage l'idée que l'Éthiopie a suscité de l'espoir chez beaucoup d'Érythréens en 2018, mais que les faits s'avèrent différents depuis. Elle fait état « *d'une réalité extrêmement complexe* » avec, dans un premier temps, des réformes positives et des engagements importants, dont notamment la libération de milliers de prisonniers politiques. Mais depuis 2019, elle reproche au gouvernement de forcer des milliers de déplacés à rentrer chez eux et dans des régions en conflits. Elle évoque « *une détérioration des droits de l'Homme et une politique*



Laëtitia Bader

sécuritaire très grave ». Elle revient notamment sur l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa².

« Le gouvernement a failli dans sa promesse de mener des enquêtes crédibles et de tenir ses engagements en matière de commission de paix, avec des violences intercommunautaires récurrentes en Éthiopie ».

Laëtitia Bader

Interrogé sur ce dernier point, l'ambassadeur a expliqué que ces violences sont le fait d'acteurs politiques qui cherchent à semer le chaos dans le pays. Selon lui, la population éthiopienne vit en paix dans l'harmonie. Sur la commission de paix et de réconciliation, il explique qu'elle est composée de personnalités « *les plus indépendantes qui soient* ». Enfin, concernant l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa, il précise que c'est l'acte « *de gens organisés, venus d'autres endroits, qui veulent créer une guerre civile entre des groupes ethniques* ». René Lefort craint en conclusion que la discussion tourne « *au dialogue de sourd car nous n'avons pas la même vision, même des faits* », estimant que de « *parler de dérive autoritaire n'est pas contradictoire avec l'idée d'un Etat affaibli. C'est justement le contraire puisqu'un Etat affaibli cherche à se renforcer par une dérive autoritaire* ». Une chose est sûre : la situation actuelle de l'Éthiopie fait débat !

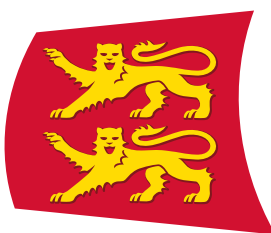
² Chanteur éthiopien engagé tué le 29 juin 2020 et dont l'assassinat a généré des manifestations qui ont fait 239 morts sur fond de tensions ethniques



**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE